

7 septembre, 2010
L'Acadie Nouvelle

Le Parti vert exige la fermeture définitive de la centrale

DIEPPE - Le Parti vert du Nouveau-Brunswick s'oppose à ce que la remise à neuf de la centrale nucléaire de Pointe Lepreau soit complétée.

Depuis le début des travaux de réfection de la seule centrale nucléaire néo-brunswickoise ont été entamés en mars 2008, un projet qui devait initialement prendre 16 mois à compléter, les embûches se sont accumulées et font aujourd'hui en sorte que le tout sera terminé en 2012, soit avec quatre ans de retard.

Avec l'échéancier sans cesse repoussé, plusieurs voix se sont élevées afin de dénoncer le projet. Du côté des groupes écologistes et plusieurs groupes citoyens, on déplore surtout l'impact néfaste qu'a le nucléaire sur l'environnement.

Du côté des principales formations politiques, l'humeur est tout aussi morose, quoique pour des considérations toutes autres. En effet, si le Parti libéral, tout comme le Parti progressiste-conservateur, dénonce l'état actuel de l'industrie nucléaire dans la province, c'est d'abord et avant tout puisque chaque journée de retard que connaît la réfection, la première du genre sur un réacteur Candu 6, siphonne 1 million \$ des coffres de la province.

Du côté des néo-démocrates, un questionnaire du Réseau environnemental du Nouveau-Brunswick envoyé à tous les partis politiques afin de mesurer leurs promesses électorales en matière d'environnement nous apprenait, hier, que ce parti «suggère que l'énergie nucléaire devrait être graduellement éliminée».

En réalité, seul le Parti vert voudrait immédiatement laisser tomber Lepreau.

«Nous sommes d'accord qu'il est maintenant temps de fermer Pointe Lepreau. C'est fini, ce cauchemar. Le Nouveau-Brunswick est un dépotoir nucléaire pour au moins 100 000 ans. C'est d'une irresponsabilité accablante», a lancé au journal Jack MacDougall, chef des verts.

Il va donc sans dire qu'il ne soit pas chaud à l'idée de voir pousser un deuxième réacteur en sol néobrunswickois, un projet cher au premier ministre sortant, Shawn Graham.

Même s'il concède que beaucoup d'argent a été investi dans l'entreprise de réfection, M. MacDougall juge tout de même que le glas du nucléaire au Nouveau-Brunswick a sonné depuis longtemps.

S'il partage les inquiétudes d'ordre environnemental de certains de ses concitoyens, Jack MacDougall affirme que s'éloigner du nucléaire est tout aussi logique sur le plan économique.

«C'est qu'il est très dispendieux de procéder au démantèlement d'une centrale, rappelle-t-il. Il faut décontaminer le site et se débarrasser du combustible nucléaire... La centrale est déjà au bout de sa durée de vie, pourquoi repartir la machine, ce qui va coûter très cher, pour ensuite procéder au déclassement dans 15 à 25 ans?»

Tout cela sans compter le fait que «l'énergie produite est dispendieuse et nous disposons de sources à meilleur marché.»

Certes, la province se verrait avec des capacités de génération électrique moindre advenant la fermeture définitive du réacteur.

M. MacDougall n'en demeure pas moins convaincu qu'il existe plusieurs solutions de rechange.

D'abord, «il faut produire de l'électricité pour répondre à nos propres besoins et non pas l'exporter». En d'autres mots, la vision des libéraux voulant faire du Nouveau-Brunswick un carrefour énergétique fait fausse route.

«Nous avons du gaz naturel dans la province, nous pouvons nous en servir. Le discours du gouvernement veut qu'il soit exporté», déplore-t-il.

Ainsi, en misant sur nos propres ressources naturelles, l'énergie renouvelable, la conservation de l'énergie, les contrats d'approvisionnement avec d'autres juridictions (comme le Québec qui produit de l'énergie propre et à bon marché), le chef de la jeune formation politique croit que le Nouveau-Brunswick saurait bien se tirer d'affaires et que le nucléaire est, par conséquent, caduque.